

print

## Argentine : Le général Videla et la « guerre contre le terrorisme »

De [Bill Van Auken](#)

Global Research, mai 23, 2013

Url de l'article:

<http://www.mondialisation.ca/argentine-le-general-videla-et-la-guerre-contre-le-terrorisme/5336116>

Le général Jorge Rafael Videla est mort le 17 mai à l'âge de 87 ans des suites d'une chute dans la douche de la prison où il croupit. C'était le dirigeant d'une dictature militaire brutale qui, entre 1976 et 1983 a tué et fait disparaître en Argentine quelque 30 000 travailleurs, militants socialistes, enseignants, étudiants et d'autres perçus comme étant «subversifs», tout en torturant au moins 100 000 autres. Dans son propre pays, les journaux qui jadis soutenaient son régime l'ont condamné en le qualifiant de dictateur et de praticien du terrorisme d'État.

Et pourtant on ne peut s'empêcher de soupçonner qu'au sein de l'appareil militaire et du renseignement aux États-Unis et en Amérique latine, sans parler des cercles financiers dirigeants dont il servait les intérêts, la mort du vieux général a été déplorée.

Il était après tout un pionnier de la « guerre contre le terrorisme », écrivant les manuels sur les méthodes de gouvernance extra-constitutionnelles, la répression et la violence d'État et qui ont été largement adoptées par les cercles dirigeants à Washington et ailleurs. Il ne fait pas de doute qu'il y a des gens engagés dans ce secteur de travail aujourd'hui qui le considèrent en quelque sorte comme un visionnaire.

Trois jours avant sa mort, l'ex-dictateur comparaisait comme principal accusé devant un tribunal argentin pour des chefs d'accusation liés à l'Opération Condor, entreprise conjointe de dictateurs au pouvoir en Amérique latine dans les années 1970, visant à traquer et assassiner leurs opposants, où qu'ils se trouvent.

Comme lors des précédents procès, Videla avait prétendu avoir perdu la mémoire sur les événements de cette époque tout en défendant inconditionnellement les actions entreprises par son régime et l'armée comme étant nécessaires dans le cadre d'une « guerre anti-terroriste. »

L'Opération Condor impliquait les efforts combinés des régimes militaires de l'Argentine, de la Bolivie, du Brésil, du Chili, du Paraguay et de l'Uruguay et le soutien logistique et l'aide militaire indispensables du Pentagone et de la CIA.

Cette Opération a eu pour conséquence l'enlèvement et le meurtre d'un certain nombre de personnes considérées comme des opposants aux régimes dictatoriaux. Il y a eu le meurtre à la voiture piégée à Washington DC de Orlando Letelier, ancien ministre chilien des Affaires étrangères du gouvernement Allende, l'assassinat de l'ancien président bolivien Juan José Torres et des députés uruguayens Héctor Gutiérrez et Zelmario Michelini à Buenos Aires et l'assassinat des anciens présidents brésiliens Joao Goulart et Juscelino Kubitschek, dont la mort avait été présentée comme suite à une crise cardiaque pour l'un et à un accident de voiture pour l'autre.

Dans le langage officiel américain, les méthodes utilisées sous Condor sont connues sous le nom de «rendition» (extradition) et d'«assassinat ciblé». Ces méthodes seraient aisément comprises par le personnel de la CIA et des

opérations spéciales d'aujourd'hui.

Tous les régimes du Condor étaient constitués de personnels militaires haut gradés, formés à l'École militaire des Amériques (Army's School of the Americas) du Panama et dans d'autres institutions militaires américaines qui toutes disposaient de conseillers militaires américains, recevaient une aide militaire américaine substantielle et hébergeaient des bureaux de la CIA bien dotés en personnel.

Des [documents](#) du département d'État, précédemment secrets, montrent clairement que Washington avait compris dès le début les intentions de Videla et qu'il les soutenait entièrement. Un de ces documents comporte un échange entre le secrétaire d'État de l'époque Henry Kissinger et son secrétaire d'État adjoint à l'Amérique latine, William Rogers, deux jours après la prise de pouvoir de Videla.

Rogers dit à Kissinger que Washington doit « s'attendre à pas mal de répression et à probablement pas mal de sang, en Argentine, sous peu. Je crois qu'ils vont devoir s'attaquer non seulement aux terroristes, mais aux dissidents des syndicats et leurs partis. »

Alors que Rogers suggérait d'attendre un peu avant de reconnaître officiellement la junte pour des questions de relations publiques, Kissinger ordonna le soutien plein et entier des États-Unis. « Quelles que soient leurs chances, » insista-t-il, « Ils auront besoin d'un peu d'encouragement de notre part. »

Parmi les personnes impliquées dans l'application de cette politique en 1976, il y avait Richard Cheney, alors chef de cabinet de la Maison-Blanche et Donald Rumsfeld qui était ministre de la Défense. Vingt-cinq ans plus tard, tous deux allaient réémerger comme principaux architectes de « la guerre mondiale contre le terrorisme » menée par les États-Unis.

Avec la bénédiction de Washington, Videla et ses collègues officiers se lancèrent dans ce qu'ils appelèrent « El Proceso », le processus de réorganisation nationale.

Parmi les premières mesures de ce processus, il y eut la suspension des droits démocratiques fondamentaux, dont les garanties de l'*habeas corpus* contre l'emprisonnement sans chef d'accusation ou procès. La dictature rendit les syndicats et les partis politiques illégaux et dissout la législature. Les grèves et manifestations furent transformées en crimes graves contre « la sécurité nationale ».

Un réseau de prisons clandestines fut mis en place, dont les tristement célèbres cachots d'ESMA (École de mécanique de la Marine), le Campo de Mayo de l'armée et des dizaines et des dizaines d'autres éparpillées à travers le pays. Là, les détenus étaient soumis à des formes de torture d'une extrême brutalité tels les passages à tabac, les décharges électriques, l'immersion prolongée dans des eaux souillées, l'interdiction de dormir, les températures et les bruits extrêmes, les attaques par chiens spécialement dressés à cet effet, les simulations d'exécution et les tortures et humiliations sexuelles.

Quasiment toutes ces méthodes ont été communément utilisées à Guantanamo, Abu Ghraib et les prisons secrètes dites « sites noirs » de la CIA de par le monde, un quart de siècle plus tard.

Après avoir été soumis à la torture, la grande majorité de ces victimes étaient tuées, bon nombre d'entre elles droguées puis embarquées à bord d'avions militaires d'où on les jetait nus pour les noyer dans le Rio de la Plata ou l'océan Atlantique.

L'attitude positive de l'armée américaine envers la junte se reflète dans un article qui fut publié en juin 1978 dans la publication *Parameters*, magazine de l'US Army War College qui fit remarquer avec approbation que « Le général Jorge Rafael

Videla, qui dirige la junte militaire argentine, a permis aux autorités d'adopter des mesures plus rigoureuses» contre le «terrorisme.» On y fait l'apologie de Videla, le décrivant comme «un modéré engagé à faire revenir la démocratie dans le pays une fois que seront rétablies les fondations pour la stabilité.»

Entre temps, comme le révèle un des documents déclassifiés du Département d'État, l'estimation officielle du nombre d'Argentins assassinés dans cette croisade pour la «stabilité» était de 22 000.

En tout 40 pour cent des victimes de la junte étaient des travailleurs et des syndicalistes militants. Les centres de torture étaient installés à l'intérieur des principales usines du pays, y compris à l'usine automobile Ford. La bureaucratie syndicale péroniste collabora à cette campagne d'extermination en aidant à former des escadrons de la mort avant même que les militaires ne prennent le pouvoir.

Cette répression avait des objectifs économiques et de classe clairement définis. La dictature réussit à diminuer de moitié les salaires dès la première année de sa prise de pouvoir, faisant passer la part des travailleurs dans le revenu national de 48,5 à tout juste 29 pour cent. L'accès universel à la santé fut aboli en faveur de compagnies d'assurances à but lucratif et les autres formes d'aide sociale furent supprimées ou drastiquement diminuées. En substance, la junte opéra un vaste transfert de richesse sociale des travailleurs argentins à la classe dirigeante du pays, aux multinationales et au capital financier international.

Tout ceci n'est pas juste une question d'intérêt historique. Confrontée à la crise économique la plus grave depuis la Grande Dépression des années 1930, la classe dirigeante aux États-Unis et internationalement cherche à effectuer un transfert similaire de richesse sociale aujourd'hui. Et sous couvert d'une «guerre contre le terrorisme», la même justification que celle donnée par Videla, le gouvernement américain, d'abord sous le gouvernement Bush puis en accélérant le rythme sous Obama, a déjà mis en place le cadre juridique et institutionnel pour une répression du style de celle qui s'est produite en Argentine.

Le gouvernement Obama s'est arrogé le pouvoir de soumettre des citoyens américains à la détention militaire indéfinie sans chef d'accusation ni procès, c'est-à-dire à procéder à des «disparitions» Une Maison-Blanche qui compose régulièrement des «listes de gens à abattre» pour des assassinats et des massacres à l'étranger a spécifiquement précisé qu'il peut ordonner des meurtres similaires de citoyens américains résidant aux États-Unis mêmes s'il estime qu'il s'agit d'ennemis «terroristes» de l'État.

Ceux qui regardent les horreurs de l'Argentine sous la junte de Videla et pensent que «cela ne peut pas arriver ici» se trompent vraiment.

**Bill Van Auken**

Article original, [WSWS](#), paru le 22 mai 2013

Copyright © 2013 Global Research